

Assemblée Générale Ordinaire 2014

Conforter la compétitivité de nos filières viandes

Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les représentants des Administrations et des collectivités,
Chers (chères) Collègues et Partenaires,

Je tiens tout d'abord à vous remercier tous, très chaleureusement, pour votre participation à notre Assemblée Générale. Cette Assemblée Générale aura été pour nous l'occasion de faire un point sur une année de travail à l'UGPVB, un point aussi sur l'actualité dans chacune des filières. Cette Assemblée est également pour nous l'occasion de prendre du recul et je tiens à vous remercier personnellement, Monsieur CHAPUIS, pour votre éclairage et votre lecture de la situation. Nos filières évoluent dans un monde en mouvement. Dans ce contexte, elles peuvent s'appuyer sur de nombreux atouts, je pense notamment à la compétence des Femmes et des Hommes, ou encore, à l'image que véhicule notre pays au niveau gastronomique. Nos filières peuvent aussi s'appuyer sur l'opportunité que représente la croissance des marchés de l'alimentation au niveau mondial. Elles sont aussi confrontées à un certain nombre de contraintes et de menaces que font peser un Etat et une Europe, qui semblent engoncées et incapables d'épouser la mondialisation. Bien évidemment, l'Etat et l'Europe, ont aussi de formidables cartes qui, bien utilisées, peuvent constituer de vrais leviers de compétitivité.

Aussi, profitons de cette tribune pour adresser à nos représentants des pouvoirs publics et aux élus, présents dans la salle, quelques messages essentiels sur des dossiers d'enjeu, communs à nos trois filières.

Moderniser les élevages pour gagner en compétitivité

Le premier d'entre eux concerne bien évidemment le plan de modernisation des exploitations agricoles. Pour les Organisations de Producteurs commerciales (OP), adhérentes de l'UGPVB, en prise directe avec les réalités du terrain, auprès des éleveurs mais aussi de l'aval, la compétitivité de nos filières dépend des volumes et de l'accroissement des performances.

Cela passe par la modernisation de nos élevages qui savent faire rimer performances techniques avec performances environnementales, modernité avec conditions de travail et attractivité du métier, rationalisation avec excellence sanitaire, en un mot compétitivité durable avec emploi et avenir vivant du territoire.

Nous affirmons haut et fort que le plan de modernisation des exploitations doit reposer avant tout sur les besoins spécifiques des filières. Rappelons que c'est aussi dans cet esprit que la profession a demandé une répartition de l'enveloppe par filière. Ce plan ne doit pas être un plan de décroissance mais un plan audacieux et volontaire. Ce plan ne doit pas être bâti pour nourrir des discours politiques convenus pour un public restreint mais, au contraire, il doit affirmer, haut, fort

et sans complexe, comme priorité, l'entreprise au cœur de l'action publique. A ce jour, nous pouvons saluer la qualité des échanges avec les autres filières bretonnes, avec les représentants de l'Etat et du Conseil Régional. Mais aujourd'hui, nous abordons la dernière ligne droite et restons très attentifs pour que ce plan aboutisse positivement.

Libérer les énergies en desserrant l'étau administratif

Il nous paraît essentiel par ailleurs que ce plan soit, en parallèle, accompagné d'une réelle et concrète simplification administrative.

Cela passe par une simplification des dossiers et des procédures installations classées, une simplification de la mise à jour des plans d'épandage, une simplification des dossiers et des procédures de permis de construire, une fusion des multiples procédures administratives, une sécurisation des actes administratifs délivrés, ou tout simplement par la création d'un régime ICPE spécifique aux élevages mis sous l'autorité du Ministre de l'Agriculture.

La réforme des ZES et la mise en place du régime de l'enregistrement sont un début de réforme, que nous reconnaissons, mais une réforme non encore aboutie à ce jour. Je sais que Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, que nous avons reçu dernièrement sur une exploitation avec le Directeur de la DRAAF, souhaite prendre les choses en mains et écouter le terrain. Nous l'avons constaté avec la grille de recevabilité. Néanmoins, nous resterons très vigilants quant aux annonces des décideurs politiques à Paris qui peuvent être détricotées ensuite par l'administration du terrain.

Fédérer les forces pour progresser en sanitaire

Un autre dossier nous tient particulièrement à cœur en région, c'est le dossier de la gouvernance sanitaire. Là encore, c'est le pragmatisme et la réalité du terrain qui doivent guider les décisions administratives.

Nous réaffirmons fermement notre position en faveur d'une Organisation à Vocation Sanitaire Productions animales qui fédère les organisations sanitaires de filière et n'admettons pas l'idée d'une mise sous tutelle d'une filière sous une autre. En région, les grandes organisations professionnelles représentatives des éleveurs : FRSEA, JA de Bretagne et Chambre Régionale de l'Agriculture, partagent la même position.

S'il est désagréable d'entendre l'Administration nous reprocher d'être parfois divisés sur certains dossiers au niveau professionnel, il est encore plus désagréable de ne pas être écouté lorsque nous avons une position unanime. Quel n'a pas été d'ailleurs l'étonnement du Président de l'OVS porc Bretagne de constater que l'Administration Régionale avait décidé de ne pas participer, sans doute sur ordre de Paris, à son dernier Conseil d'Administration ? Cette chaise vide est en contradiction avec la très bonne collaboration, que je tiens à souligner publiquement, que nos experts ont avec les services de l'administration régionale. Sur ce dossier, je tiens à saluer l'initiative prise l'été dernier par Jacques JAOUEN, Président de la Chambre Régionale de l'Agriculture, pour faire avancer le dossier. Dans le prolongement de cette initiative, et des propos que m'a tenu personnellement, la semaine dernière, le Ministre de l'Agriculture, nous demandons à Monsieur Le Préfet de Région de réunir l'OVS Porc Bretagne, OSAB, FRGDS, CRAB, FRSEA et JA Bretagne pour transformer l'essai.

Se préparer à l'évolution du marché de l'énergie

L'énergie fait partie des préoccupations bretonnes. C'est un sujet de société, c'est un dossier important pour la Bretagne et pour nos filières. En élevage, nous allons être confrontés début 2016, à la fin des tarifs jaune et vert. Il faut nous y préparer. Pour cette raison, nous avons décidé, collectivement, d'étudier l'opportunité d'organiser une consultation des fournisseurs pour l'ensemble des éleveurs de porcs et de poules pondeuses adhérents de nos OP. Le comité de pilotage se met en place. 2015 sera l'année de la consultation et, je l'espère, de la sélection du partenaire fournisseur.

Entreprendre pour promouvoir les hommes et les femmes

Je tiens enfin à évoquer un autre dossier important qui monte en puissance dans les médias, celui du bien-être animal. Sur ce point, il faut être très clair : nous réaffirmons la place importante de l'éleveur qui, dans ses actes au quotidien, respecte le bien-être animal. C'est le cœur de son métier. Comment certains pourraient-ils imaginer être éleveur sans se soucier de cette question ? Bien évidemment, il y aura toujours l'exception qui permettra aux détracteurs mal intentionnés de générer du buzz avec des images arrangées avec le contre-exemple. Ces pratiques et ces méthodes illustrent bien les ambitions de ces mouvements : remettre en cause tout simplement la consommation de viande. Elles n'œuvrent pas pour promouvoir les bonnes pratiques mais pour stigmatiser l'opinion publique avec le contre exemple qui jette le discrédit sur l'élevage. C'est tout simplement inacceptable, irrespectueux et indigne de la reconnaissance publique. Nous sommes par ailleurs très surpris de voir avec quelle réactivité les décideurs politiques en France et en Europe s'attèlent à réagir avec surenchère. A titre personnel, je suis extrêmement choqué de voir à quel point ce sujet de la consommation de viande et du bien-être animal prend une telle ampleur. J'en suis même à me demander si la montée en puissance de l'anthropomorphisme n'illustre pas au final l'égoïsme égoïste qui caractérise notre société. Je suis apeuré de voir notre occident, notre vieille Europe consacrer autant d'énergie, de temps, au niveau des médias, des politiques, des institutions, sur ces questions. Plus terre à terre, les catastrophes économiques que nous avons connues dans nos filières ces derniers mois replacent, ici chez nous, l'homme au cœur des débats de société. Je ne suis pas certain que cela soit vrai dans toutes les hautes sphères de décision. Nous voulons alerter !

Dans ce monde en mouvement, nous attendons les décideurs politiques, à nos côtés, pour valoriser nos talents, nos compétences, notre savoir-faire dans un marché mondial en croissance. Nous ne les attendons pas dans l'addiction aux médias qui aboutit toujours au final à la multiplication des contraintes, à affaiblir ceux qui investissent et travaillent au pays.

Valoriser les produits en promouvant l'origine

Nos décideurs politiques peuvent aussi agir aisément, de façon pragmatique et à coût zéro pour valoriser nos produits et nos emplois : cela passe notamment par l'étiquetage de l'origine.

Si les institutions françaises et européennes dédaignent prendre en considération l'expression démocratique, au parlement français, au sénat et au parlement européen, elles doivent imposer l'étiquetage de l'origine des produits. C'est attendu par les consommateurs et les producteurs en Europe.

C'est une voie essentielle pour se différencier et valoriser nos pratiques, nos contraintes. C'est une demande forte de la Production Organisée que nous représentons.

En conclusion, je tiens à nouveau à remercier nos intervenants, à remercier l'ensemble du Conseil d'Administration et les Présidents de commission. Je tiens aussi à saluer et à souligner le travail réalisé au sein des sections, à féliciter Yves-Marie BEAUDET, en section œuf et Philippe DAGORNE en section bovine. Je remercie aussi, au nom de vous tous, nos partenaires en région, FRSEA, JA de Bretagne, Chambre Régionale d'Agriculture, nos partenaires à Paris, Coop de France, Inaporc, Interbev, CNPO mais aussi à Bruxelles avec Breiz Europe qui agit sans relâche pour promouvoir nos filières. Merci aussi à tout le personnel pour son engagement à nos côtés.

Merci.

**Le Président,
Michel BLOC'H.**